



N° 107
17 avril 2002
Bimensuel

Le Courrier du DFJ:

PISA, d'une tranche d'âge à l'autre

Le journal interne du Département de la formation et de la jeunesse, supplément de *La Gazette*, revient sur l'enquête PISA en vous proposant de répondre à certains exercices soumis aux élèves de 9^e année. Vous y ferez également la rencontre d'Anne Giroud, nouvelle cheffe du SPJ.

Dans ce numéro



FINANCES

Les comptes 2001 bouclent avec un déficit de 154 millions de francs, le meilleur résultat depuis 10 ans.

2



ACTUEL

Roland Prélaz-Droux, nouveau chef du Service des améliorations foncières. Pierre-André quitte la tête des Hospices cantonaux.

4



EMPLOI

64 postes vacants

5



CONSEIL D'ETAT

Les décisions de la quinzaine

11

Le nouveau Conseil d'Etat



JOËL CHRISTIN

Les membres du nouveau Conseil d'Etat qui entrera en fonction le 23 avril, se sont répartis les départements 4 jours après l'élection du 17 mars. Ils ont procédé à quelques remaniements dans leur composition ainsi que dans l'attribution de certains dossiers entre eux. Le Département de la sécurité et de l'environnement (DSE), dirigé par Jean-Claude Mermoud, accueille le Service pénitentiaire, aujourd'hui rattaché au DIRE. Le Département de la formation et de la jeunesse (DFJ), dirigé par Anne-Catherine Lyon, ne subit aucun changement. Le Département des institutions et des relations extérieures (DIRE), conduit par Pierre Chiffelle, perd le Service pénitentiaire, qui va au DSE, et le Service de l'éducation physique et du sport, qui va au DEC. Il accueille en revanche la Direction, planifi-

cation et stratégie informatiques (DPSI), actuellement au DFIN. Il reprend en outre les relations avec la FAREAS, afin de rassembler dans le même département les questions liées à l'asile et aux migrations. Le Département de la santé et de l'action sociale, dirigé par Charles-Louis Rochat, transmet au DIRE les relations avec la FAREAS. Le Département de l'économie (DEC), conduit par Jacqueline Maurer, accueille le Service de l'éducation physique et du sport. Il prendra en outre la responsabilité du dossier BCV, actuellement au DFIN. Le Département des infrastructures, dirigé par Philippe Biéler, ne subit aucun changement. Le Département des finances mené par Pascal Broulis, est délesté de la DPSI et laisse la responsabilité du dossier Banque Cantonale Vaudoise au DEC.

Pierre Imhof: nouveau secrétaire général du DINF

Le Conseil d'Etat a désigné le nouveau secrétaire général du Département des infrastructures (DINF) appelé à prendre la succession de Jean-Luc Perret, qui prendra sa retraite le 31 août. Il s'agit de Pierre Imhof, le collaborateur personnel du conseiller d'Etat Philippe Biéler depuis 1994. La candidature de Pierre Imhof s'est imposée comme la meilleure à la suite d'une procédure d'évaluation

approfondie conduite par le SPEV. Né en 1960, marié et père de 3 enfants, Pierre Imhof a mené une carrière atypique. Successivement photographe, animateur social, puis rédacteur responsable de l'hebdomadaire *Domaine public*, il a démontré ses talents d'organisateur et ses grandes capacités d'adaptation aux situations imprévues. Il a en outre été engagé par le Conseil d'Etat pour divers mandats interdépartementaux.





Les comptes 2001 de l'Etat se soldent par un déficit de 156 millions de francs, soit 262 millions de moins qu'en 2000. Le meilleur depuis dix ans, ce résultat reflète une maîtrise accrue des charges ainsi qu'une forte augmentation des revenus.

Les prévisions budgétaires se sont montrées fiables et le Canton finance à nouveau son ménage courant. En vue du redressement de ses finances, l'Etat peut compter sur une planification financière actualisée qui confirme le retour à l'équilibre en 2004.

En 2001, la croissance des charges nettes a été ramenée à 3,2%, soit au niveau du PIB, objectif budgétaire prioritaire du Conseil d'Etat. Le canton n'a pas pour autant affaibli son engagement dans la santé, le social et l'enseignement, qui représentent ensemble 122 millions de dépenses supplémentaires. Côté revenus, les effets du redémarrage économique et de la première période de taxation augmentent les recettes fiscales de 296 millions, soit 11%.

Le contrôle de gestion déploie ses premiers effets: le suivi budgétaire amène les comptes dans la cible des prévisions. Conformément notamment au budget, les investissements s'élèvent à 208 millions. La dette s'accroît faiblement, tandis que la charge d'intérêt diminue, en particulier grâce à la baisse des taux d'intérêts à court terme. L'Etat retrouve un degré d'autofinancement positif qui atteint même près de 30%.



La Gazette

Journal de la fonction publique vaudoise

Editeur: Etat de Vaud.

Rédacteur responsable: Laurent Rebeaud.

Rédaction: Joël Christin, Annika Gil, Anouk Farine-Hitz, Olivier Dessimoz, Jacqueline Decurnex, Jacqueline Lemahieu, Isabel Balitzer Domon, Catherine Lavanchy, Didier Erard, Françoise Cottet.

Ligne graphique: Fabio Favini.

Impression: Presses centrales Lausanne.

Toute correspondance est à adresser à *La Gazette*, place du Château 6, 1014 Lausanne.

Téléphone: 021/ 316 40 50

Fax: 021/ 316 40 52

E-mail: La.Gazette@chancellerie.vd.ch

2001: l'embellie des



Charles Favre, chef du Département des finances et Francis Randin, chef du Service des finances, lors de la conférence de presse sur les comptes 2001.

Comme les autres cantons l'année précédente, le canton de Vaud emmagasine en 2001 les effets de la reprise économique. Plus globalement, l'Etat qui affiche une situation financière comparable à celle de 1991 achève le cycle économique

d'une décennie marquée par la crise. En particulier, le déficit record de 1994 ne cesse de se combler, si l'on excepte le mauvais résultat enregistré en 2000.

Selon la planification financière introduite l'an dernier et actualisée en mars

Contrôle de gestion, changement de culture financière

Alors que le Conseil d'Etat annonce l'embellie des comptes 2001, un rapport du Département des finances conclut que la mise en place du contrôle de gestion «a contribué à une amélioration notable du suivi des dépenses». Ce rapport répond aux doutes émis par différentes instances du canton et relayés par les médias. Renforcé et réorienté depuis lors, le contrôle de gestion déploie ainsi ses premiers effets.

Chacun des départements dispose désormais d'un contrôleur de gestion, dont la tâche prioritaire consistait l'année dernière à établir un suivi budgétaire trimestriel. Le Conseil d'Etat a été informé périodiquement de la con-

sommation du budget et de la situation comptable attendue en fin d'exercice. Dans un premier temps, ces indicateurs auront permis de sensibiliser les hiérarchies départementales aux contraintes budgétaires en cours d'année comme lors de l'élaboration du budget 2002.

Prochaine étape, la mensualisation de ce budget permettra d'affiner le suivi et de prendre des mesures correctrices en cours de période pour atteindre la cible financière. En particulier, le contrôle mensuel mettra en évidence les retards ou éventuelles erreurs de comptabilisation, et responsabilisera les services face aux demandes de

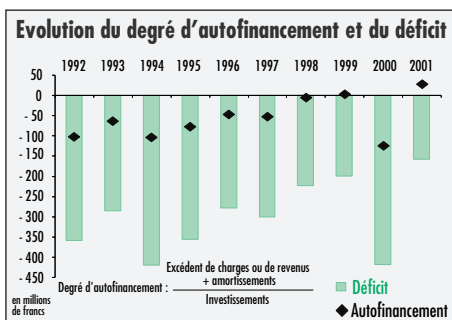
crédits supplémentaires. Le suivi des investissements sera lui aussi renforcé dans les mois à venir.

A plus large échelle, ces travaux préparent la mise en œuvre de l'analyse des coûts des prestations de l'Etat de Vaud. Indispensable à la gestion des sociétés privées, le calcul des coûts fait son apparition dans le service public. Selon le présent rapport, les difficultés rencontrées par le projet s'expliquaient par une attente trop importante ciblée sur les quelques personnes engagées, alors que la finalité du contrôle de gestion procède d'un changement général de la culture financière parmi tous les acteurs de l'entreprise Etat. — Odz

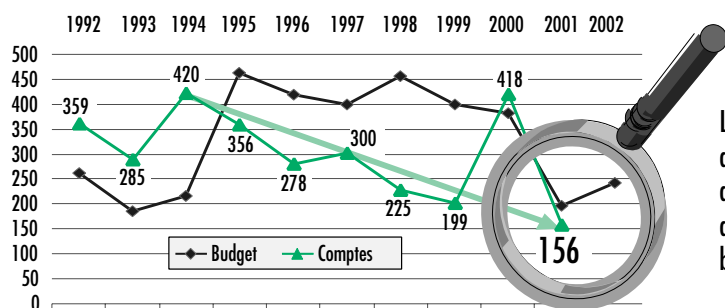
comptes

2002, l'assainissement des finances publiques demeure réalisable en 2004. Dans cet objectif, le Conseil d'Etat a pris des mesures en 2001 concernant notamment la facture sociale et la taxation annuelle. Pour parvenir à l'équilibre financier, l'Etat doit maintenir d'une part sa pression sur les charges, effectuer d'autre part des choix concernant les objets nouveaux, et s'assurer de leur financement dans le cadre de la planification. Cette perspective peut être altérée cependant par des décisions fédérales aux répercussions financières massives sur les cantons. — *com*

Planification financière				
Année	2003	2004	2005	2006
Charges	5'988'779	6'138'678	6'273'798	6'417'292
Revenus	5'946'560	6'190'767	6'480'590	6'603'323
Résultat (en milliers de francs)	-42'219	52'089	206'792	186'031
Dont effet BCV (péjoration du déficit)	56'800	56'800	56'800	56'800



Evolution du déficit de 1992 à 2001



Le résultat 2001 affiche un déficit de 155,8 millions de francs, soit le plus bas depuis 10 ans.

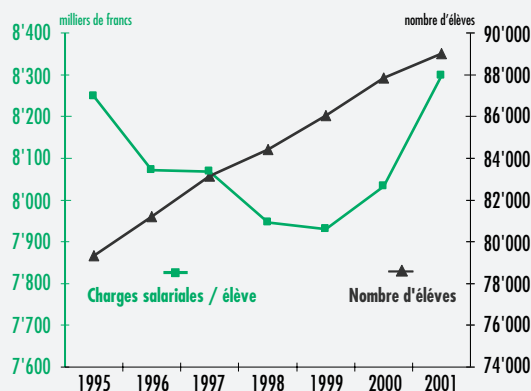
Enseignement: le coût par élève augmente à nouveau

Alors que depuis 1995 une baisse importante du ratio charge salariale/élève pouvait être observée en relation avec l'application des mesures Orchidée, une tendance inverse se fait jour depuis 1999. Deux facteurs expliquent cette amélioration. En premier lieu, la mise en place progressive de la réforme EVM, accompagnée d'une diminution des effectifs de classes, en particulier au primaire, a provoqué l'ouverture de classes supplémentaires. Certes, les normes réglementaires EVM peuvent encore dans de rares cas être dépassées mais, globalement, la tendance à la diminution se confirme (désormais moins de 20 élèves

en moyenne par classe en 2001). Le second facteur, corollaire au premier, concerne la reconnaissance par le Conseil d'Etat de la pénibilité du travail des enseignants. A ce titre, 55 classes supplémentaires, représentant une charge

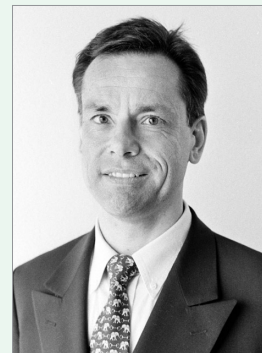
de 8,7 millions, ont pu être ouvertes lors de la dernière rentrée. En outre, le facteur démographique (plus de 10'000 élèves en sept ans) a globalement contribué à augmenter la masse salariale consacrée à l'enseignement. — *DE*

Evolution des charges salariales par élève



Des instruments pour un meilleur suivi de la masse salariale

En 2001, l'Etat a consacré environ 1,7 milliard de francs au salaire de ses employés, ce qui représente 30% de son budget. Avec une augmentation de



quelque 2% l'an dernier, la progression de la masse salariale est contenue estime Frédéric Daler, chef du Service du personnel (photo). Cette maîtrise accrue s'explique notamment par la mise en place de différents instruments dans la gestion des effectifs et le contrôle budgétaire.

La directive GEDO d'abord (Gestion des effectifs par les décisions d'organisation), prévoit le regroupement de toutes les demandes de postes en dehors de la procédure budgétaire. «Ceci pour obtenir une vue d'ensemble des besoins des services», explique Frédéric Daler, et déboucher sur une analyse des besoins d'effectifs en fonction des missions de l'Etat. Dans le cadre du processus budgétaire, le Comité du budget (CODUBU), passe les objets nouveaux au crible de la planification financière.

Un meilleur suivi des postes vacants contribuera pour sa part à réduire l'écart entre budget et comptes. Si le Service du personnel est favorable à un assouplissement du délai de carence qui empêche le remplacement pendant trois mois, il prévoit de supprimer les postes libres depuis plus d'un an, source de dépenses budgétisées et non réalisées. De plus, les prévisions dans ce domaine s'appuieront sur des simulations réelles et non plus des projections linéaires.

Malgré les pressions constantes sur la charge salariale et la difficulté à recruter dans certains secteurs, L'Etat a créé un millier de postes ces trois dernières années. «Sachant que l'enveloppe salariale globale n'est pas extensible indéfiniment, conclut Frédéric Daler, seule une gestion rigoureuse de la tâche administrative peut permettre de satisfaire les besoins prioritaires du service public. — *O.Dz*

Roland Prélaz-Droux, nouveau chef du Service des améliorations foncières

Le Conseil d'Etat a désigné Roland Prélaz-Droux comme nouveau chef du Service des améliorations foncières (SAF). Porteur d'un diplôme d'ingénieur en génie rural et géomètre et d'un doctorat ès sciences techniques de l'EPFL, il est actuellement maître d'enseignement et de recherche en aménagement de l'espace urbain et périurbain à l'EPFL.

Agé de 39 ans, marié et père de deux enfants, Roland Prélaz-Droux est au bénéfice d'une solide formation et expérience dans le domaine de la gestion du territoire et des améliorations foncières.

Après une thèse de doctorat et la publication d'un livre intitulé «Système d'information et gestion du territoire», Roland Prélaz-Droux était engagé, en 1995, comme premier coordinateur et secrétaire général de l'Association pour

le système d'information du territoire vaudois (ASIT-VD) qui réunit aujourd'hui quelque 150 partenaires (Etat de Vaud, collectivités publiques et grandes entreprises).

Dans sa fonction actuelle de maître d'enseignement et de recherche en aménagement de l'espace urbain et périurbain à l'EPFL, Prélaz-Droux dirige une équipe de sept personnes et gère plusieurs projets en Suisse et à l'étranger. Il est l'auteur de nombreuses publications et rapports scientifiques.

Roland Prélaz-Droux a été amené à travailler sur les interactions entre les améliorations foncières, la conservation de la nature et du paysage, la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire, tant en milieu rural que périurbain. – (comm.)

Changements à la tête des Hospices cantonaux

Dans la perspective d'une prochaine réorganisation des Hospices cantonaux, le Conseil d'Etat et M. Pierre-André Grandchamp ont décidé, d'un commun accord, de ne pas poursuivre leur collaboration, le mandat de M. Pierre-André Grandchamp arrivant à échéance le 15 avril 2002.

Entré en fonction en février 1998, M. Pierre-André Grandchamp avait conclu un contrat pour une durée de quatre ans. Dès le 15 avril prochain, M. Henri Corbaz assurera l'intérim de la direction générale des Hospices. Le Conseil d'Etat mettra le poste au concours dans une perspective de direction générale regroupée entre les Hospices cantonaux et le CHUV.



PETITES ANNONCES

Vacances: région La Cèze, près d'Uzès, mas provençal confortable, 5 pièces, vue, tranquillité, activités sportives et culturelles. Prix: frs 450.- par semaine. Complet durant les vacances scolaires de cet été. Tél.: 021/648 17 45 ou 079/589 90 43.

Vacances: croisière aux Caraïbes sur voilier privé de 15 mètres avec équipage, 2 cabines doubles privées, tout confort, frs 680.- p/personne et p/semaine + caisse de bord N'hésitez pas à nous contacter: caribes2002@caramail.com ou fax 00 871 76 18 45 416.

Vacances: à Zermatt, appartement mansardé, 1 pièce + cuisine + balcon, plein sud, face au Cervin, à 500 m gare et métro, à 2 min. bus, pour 2-4 personnes. 90 à 130 francs/jour, selon saison. Tél.: 079/412 83 18.

A vendre: BROTHER MFC-6000: Imprimante laser, modem ordinateur/fax, analyseur et télécopieur à papier ordinaire. Neuf: 1390.- Cédé pour 380. Tél.: 021/647 55 38.

A vendre: Modem OLITEC Speed'Com V92 Ready, neuf, 70 francs. Micro multi-média pour ordinateur, 20 francs. Câble neuf USB/parallèle, 30 francs. Câble neuf Gport/Série (Mac G3), 30 francs. Ecran ViewPoint 15'', 50 francs. Graveur de CD externe SCSI Yamaha 4x4x16, 130 francs. Barettes de mémoire vive Pci. Batterie Ni_MH Canon NB-300, 20 francs. Carte Ethernet BNC pour Mac LC, 20 francs. Divers accessoires (étuis et stations d'accueil) neufs pour organisateurs Palm, Visor, etc. Tél.: 021/616 82 14 (répondeur).

A vendre: machine à écrire électronique Canon S-300 avec possibilité de frappe directe ou avec display, mémorisations de textes, visionnage avant impression d'un texte mémorisé, etc. Cette machine est un bon compromis entre la machine ordinaire et l'ordinateur (prix d'achat sfr 800.-) cédée sfr 100.-. Infos, tél.: 021/316 28 36 ou patrick.maspoli@aci.vd.ch.

A vendre: VW Passat Variant (break) V6 TDI 4 motion 150 CV, modèle janvier 2000, 16'000 km, bleu indigo nacré, intérieur cuir beige clair, décoration bois ronces de noyer, phares au xénon, diverses options, équipement radio-cassette + chargeur 10 CD's, état neuf. Frs 42'000.-, à discuter. Tél.: 078/805 99 44.

A vendre: profitez pleinement du printemps: Golf cabriolet, Night Blue Special (1.8 GTI), 155'000 km, très bien entretenue, embrayage neuf, 6300 francs. A voir absolument! Tél.: 021/311 49 21 (la journée) ou 021/634 67 86 (le soir). E-mail: mireille.pasche@dfj.vd.ch

A vendre: Logiciels neufs pour Mac et/ou PC, entre 10 et 39 francs. Notamment, utilitaires: DeltaGraph professionnel, Tri-Backup, ActionNames. Culture et éducatifs: Stars du Louvre, World Walker. Jeux: Duke, KillingTime, Angel devoid, Légende du prophète, Dracula 2, Heavy Metal, Thai Boxing, Water Race. Tél.: 021/616 82 14 (soir).

A vendre: canapé rembourré, moderne, cuir noir, 2pl. 1/2, très bon état (frs 1'600.-) et 2 fauteuils modernes, tubulaire chromé et cuir noir tendu, modèle Marcel Breuer,

bon état (frs 250.-/pièce). Tél.: 079 203 04 36.

A vendre: chambre pour enfant (âge dès 3 à 4 ans): lit surélevé, commode, bureau, bibliothèque, armoire 2 portes (penderie & tablaris). Prix frs 750.-. Tél.: 021/881 62 90 ou 021/316 25 76.

A louer: Savigny village, superbe 4 pièces dans villa neuve, surface habitable 140 m2, salon/salle à manger, 2 grandes chambres, salle de jeux, cuisine entièrement agencée, 2 salles d'eau, buanderie équipée, 2 caves, place de parc ou garage, terrasse et jardin. Frs. 2'900.-, charges en sus, libre de suite. Renseignements: 021/692 24 24 (heures de bureau).

Cherche à louer: sur la Riviera vaudoise (idéalement dans les hauts de Vevey) 1-2 places de parc couvert, tél.: 076 366 36 15.

Cherche à louer/à acheter: couple, 2 enfants, recherche en location ou achat, un appartement min.4,5 pièces (dès 110 m2) au centre ville de Lausanne (préférence quartier sous-gare). Toute proposition bienvenue. Grande souplesse dans la disponibilité. Tél. prof.: 021/212 31 29, mobile 079/250 02 31.

Musique - Animation: Le Montreux Big Band est à votre disposition pour des concerts et animations. Nous sommes également à la recherche de musiciens (1 trompettiste et 2 trombonistes). Informations et offres auprès de: Frédéric Monnard, tél prof.: 021/923 10 85 ou au: 079/715 73 58 (le soir) ou par e-mail: Frederic.Monnard@ACI.vd.ch.

Bulletin des postes vacants

Appliquer, développer et optimiser ses compétences dans la fonction publique. Toutes les offres d'emploi. Naviguez sur www.vaud.ch.

DEC Département de l'économie

Economiste H/F (section tourisme) pour le Service de l'économie et du tourisme 80%

Mission: gestion des mesures d'aide prévues par la loi sur le tourisme, notamment le fonds d'équipement touristique. Suivi des dossiers et mise à jour de la documentation à disposition sur le tourisme. Préparation des mesures à mettre en œuvre suite au programme de politique touristique (cl. 24-28).

Profil: licence en sciences économiques avec pratique de 3 ans en règle générale. Ou diplôme de l'ESCEA/HES ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale dès l'obtention du titre. Intérêt pour le développement touristique régional et le développement économique vaudois en général. Faculté à travailler de manière autonome. Aptitude pour la communication, la négociation, le travail en équipe, la rédaction, la synthèse, l'analyse financière et la comptabilité. Maîtrise des outils informatiques courants, y compris Internet. Véhicule nécessaire.

Renseignements: M. Philippe Sordet, 021/316 60 21.

Adresse: réf. 3398G, Service de l'économie et du tourisme, Mme Ginette Dumard, Rue Caroline 11 – 1014 Lausanne.

Coordinateur/trice ORP (Auditeur/trice qualité) pour le Service de l'emploi 100%

Mission: assurer l'audit des processus et des procédures de travail des 13 Offices régionaux de placement en vue de leur amélioration permanente (cl. 23-26).

Profil: titre universitaire (sciences sociales, politiques ou économiques) ou titre jugé équivalent. Formation complémentaire souhaitée: auditeur/trice Qualité (ISO ou EFQM) ou responsable système. Expérience confirmée dans les domaines du placement public ou du management de qualité, de l'audit de processus et/ou du contrôle de gestion. Technique d'audit et connaissance de l'analyse et de l'optimisation des processus. Connaissance de la gestion de projets souhaitée. Maîtrise des logiciels MS Office et de logiciels de traitement de données.

Renseignements: M. Philippe Beuret, 021/316 61 09. Délai d'envoi des postulations: 30 avril 2002

Adresse: réf. 3438G, Service de l'emploi, M. Marc Bernoulli, Rue Caroline 11 – 1014 Lausanne.

Employé-e d'administration pour le Service de l'emploi 100%

Mission: contribuer à la bonne marche de la cellule comptable du Service de l'emploi en étroite collaboration avec le responsable et ses collègues. Exécuter des tâches inhérentes à la comptabilité en respectant les lois, ordonnances et directives fédérales et cantonales (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Pratique de 3 années au minimum dans le domaine de la comptabilité. Connaissance des logiciels bureautiques (Word et Excel) souhaitée; connaissance des programmes Procofiev et Finance 400: atout.

Renseignements: M. André Mercier, 021/316 62 73.

Adresse: réf. 3399G, Département de l'économie, M. Marc Bernoulli, Rue Caroline 11 – 1014 Lausanne.

DFIN Département des finances

Chef-fe de projet informatique A (Coordinateur/trice de projets informatiques) pour la Direction, planification et stratégie informatique 100%

Mission: vous collaborez avec les unités informatiques des départements pour l'élaboration de schémas directeurs informatiques et des budgets. Vous intervenez dans le suivi des projets à grands enjeux. Vous vérifiez la conformité de ces projets par rapport aux méthodes, normes et standards en usage. Vous veillez à détecter les synergies possibles entre les différents projets et facilitez les approches transversales. Vous offrez appui et conseil, tout en supervisant le déroulement des projets et activités des départements qui vous sont attribués (suivi des ressources humaines et financières, risques, planification, préavis, participation aux comités informatiques départementaux, élaboration du budget). Outre les projets propres aux départements et services de l'Etat, vous pouvez être amenée à participer activement à des projets transversaux (cl.28-30).

Profil: titre universitaire, diplôme ETS, diplôme fédéral d'informaticien de gestion ou titre jugé équivalent. Pratique de 3 ans en règle générale comme cheffe de projet. Dirige plusieurs projets complexes.

Renseignements: M. Jamal Azzouz, 021/316 25 87.

Adresse: réf. 3460G, DPSI, M. Jamal Azzouz, Rue de la Paix 4 – 1014 Lausanne.

Adjoint-e B (Fiscaliste Personnes Physiques) pour l'Administration cantonale des impôts 100%

Mission: diriger, organiser et planifier les tâches de la section. Veiller à une application uniforme et cohérente des directives fiscales du canton en matière de taxation, de perception et de gestion des dossiers des personnes physiques. Assurer la conduite et la motivation des collaborateurs/trices de la section et veiller au développement de leurs compétences et aptitudes. Apporter un soutien technique, dans le domaine de la taxation des personnes physiques, aux Offices d'impôt de district et assurer l'élaboration et le suivi du programme de travail pour les collaborateurs du canton. Collaborer avec les autres sections de l'ACI et être le/la répondant-e technique de son domaine d'activité pour les autres sections et divisions de l'ACI (cl.27-30).

Profil: titre universitaire, avec pratique de 8 ans en règle générale dès son obtention. Assume des responsabilités importantes. De formation supérieure (universitaire, expert-comptable, expert fiscal, comptable, agent fiduciaire) ou équivalente, vous êtes au bénéfice d'une solide expérience dans le domaine de la fiscalité des personnes physiques. Vos aptitudes à conduire un groupe de collaborateurs/trices ne sont plus à démontrer; votre esprit d'équipe et votre sens de la communication sont développés et vous offrez une bonne résistance au stress. Vous appréciez les activités variées et vos qualités reconnues sont esprit d'analyse et de synthèse, professionnalisme, entregent et sens réel de la qualité de service. A l'aise avec les outils informatiques courants, vous rédigez avec facilité. Votre maîtrise de la langue allemande représente un avantage.

Renseignements: M. Pierre Dériaz, 021/316 21 09.

Adresse: réf. 3443G, Administration cantonale des impôts, M. Bruno Franco, Av. Jomini 8, CP 177 – 1014 Lausanne.

Chef-fe de projet utilisateur B (Responsable des achats informatiques) pour la Centrale d'achats du Canton de Vaud (CADEV) 100%

Mission: élaborer et gérer les processus d'achat de matériel et logiciels informatiques. Négocier avec les fournisseurs et acheter les articles informatiques pour l'Administration cantonale vaudoise et pour les clients externes, dans le cadre des compétences liées à la fonction des achats informatiques. Etudier et comparer les nouveaux modes de financement et gérer les contrats de location. Elaborer, gérer et préavisier les contrats cadres et leurs avenants (cl. 26-28).

Profil: titre universitaire, diplôme ETS, diplôme fédéral d'informaticien de gestion ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale, dont 3 dans l'informatique ou dans le service. Ou CFC de commerce ou titre jugé équivalent, avec pratique de 12 ans en règle générale, dont 5 dans l'informatique ou le service. Expérience dans le domaine commercial (vente), dans la négociation et l'administration des ventes. Connaissance du milieu et du marché de l'informatique, de la bureautique et de leurs acteurs. Utilisateur/trice averti-e des outils informatiques.

Renseignements: M. Philippe Pont, 021/316 74 60 ou M. Max Fattet, 021/316 41 30.

Adresse: réf. 3407G, CADEV, M. Max Fattet, En Budron 6 B – 1014 Lausanne.

(2 postes) Adjoint juriste A, Juriste ou Secrétaire juriste (Juristes fiscalistes) auprès de l'Administration cantonales des impôts, division juridique et législative 100%

Mission: au sein d'un équipe de quinze personnes, vous assurez la gestion de litiges relatifs à la taxation et à la perception de l'impôt et défendez la position de l'Administration devant les Tribunaux. Vous participez aux travaux législatifs en cours et donnez des avis juridiques sur des sujets variés, tant sur le plan externe qu'interne.

Profil: adjoint juriste A: brevet d'avocat. Juriste: licence en droit. Thèse de licence ou pratique de 3 ans en règle générale dès l'obtention de la licence. Secrétaire-juriste: licence en droit.

Renseignements: M. Frédéric Perraudin, 021/316 20 82.

Adresse: réf. 3403G/3404G, Administration cantonale des impôts, M. Bruno Franco, Jomini 8 – 1014 Lausanne.

Contrôleur/euse d'impôt D, C, B ou A (Taxateur/trice fiscal-e) auprès de l'Office d'impôt du district d'Yverdon-les-Bains 100%

Mission: contrôler les déclarations d'impôt des personnes physiques (salariés et indépendants) et effectuer les taxations en appliquant les dispositions en vigueur (AVS, Impôt anticipé, Impôt fédéral direct, impôt cantonal et communal). Analyser et traiter les réclamations en 1ère instance. Assurer les relations avec les contribuables au guichet ou par téléphone.

Profil: CFC de commerce ou titre jugé équivalent et, selon le niveau de fonction, pratique de 2 à 12 ans dans des activités comptables, fiscales ou bancaires (titres); ou brevet fédéral de comptable ou d'agent fiduciaire. Quelques années d'expérience dans le domaine fiscal et/ou comptable. Organisée-e et flexible, vous appréciez les activités variées et savez gérer vos dossiers de manière autonome tout en participant au travail de team. A l'aise avec les outils informatiques courants, vous possédez une bonne résistance au stress, un excellent sens de l'analyse et de synthèse, le sens de la communication et de l'entregent.

Renseignements: M. Didier Lombardet, 024/423 81 28.

Adresse: réf. 3406G, Administration cantonale des impôts, M. Bruno Franco, Jomini 8 – 1014 Lausanne.

Employé-e d'administration ou employé-e principal-e d'administration au service de la comptabilité de l'Office d'impôt des Personnes Morales 100%

Mission: en collaboration avec le responsable, vous assurerez la comptabilité de la Recette de l'Office des Personnes Morales de notre Administration centrale (comptabilisation des écritures comptables, traitement et gestion des acomptes, bouclage annuel des comptes de l'Etat et des communes, coordination et gestion de la comptabilité débiteurs, formation de l'apprenti).

Profil: employé-e d'administration: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Employé-e principal-e d'administration: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale. Effectue la majorité de ses travaux de manière indépendante. Au bénéfice d'une dizaine d'années d'expérience dans un secteur comptable, vous possédez d'excellentes connaissances en matière de comptabilité administrative, de bonnes notions de fiscalité ainsi que de la langue allemande. Organisée, dynamique, avec un bon esprit d'initiative, vous appréciez les activités variées et savez gérer vos dossiers de manière autonome et précise tout en participant au travail de team.

Renseignements: M. Raymond Vernez, 021/316 21 43.

Adresse: réf. 3432G, Administration cantonale des impôts, Mme Brigitte Panchaud, Jomini 8, CP 177 – 1018 Lausanne 18.

Employé-e d'administration au service de la chancellerie de l'Office d'impôt du Pays d'Enhaut (Château d'Oex) 50%

Mission: vous assurez le bon fonctionnement du service de la chancellerie au sein d'une petite équipe dans le traitement des déclarations d'impôt, la saisie, la gestion du rôle et le classement. Vous vous occupez également de l'accueil et êtes appelé-e à effectuer des traductions simples en langue allemande. (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Après quelques années d'expérience, vous possédez de bonnes connaissances en informatique et en allemand. Dynamique, organisateur/trice confirmée, vous aimez les contacts humains et le travail en équipe.

Renseignements: M. Marc-Henri Blatti, 026/924 22 26.

Adresse: réf. 3414G, Administration cantonale des impôts, Mme Brigitte Panchaud, Av. Jomini 8, case postale 177 – 1018 Lausanne 18.

DFJ Département de la formation et de la jeunesse

Secrétaire général-e de l'Université de Lausanne 100%

Mission: travaillant en étroite relation avec le Rectorat, le/la Secrétaire général-e est le véritable chef d'état-major de la direction de l'Université dont il/elle organise les travaux et dirige la chancellerie. Au courant de tous les dossiers, il/elle stimule leur avancement, programme les décisions à prendre et en effectue le suivi. Le/la Secrétaire général-e développe des outils de travail efficaces entre membres du Rectorat et leurs services. Il/elle organise le secrétariat du Recteur et des Vice-recteurs et supervise le protocole lors des réceptions de visiteurs de marque (hors-classe).

Profil: titre universitaire. Justifier d'une expérience de cinq ans dans des entreprises ou des administrations de grande taille. Avoir exercé la responsabilité de la conduite de personnel. Pouvoir justifier d'au moins une expérience réussie d'organisation du travail. Excellente organisation, capacités d'expression orale et écrite supérieures en français, bonne connaissance parlée de l'allemand et de l'anglais, maîtrise des outils bureautiques, fermeté et diplomatie, niveau élevé de collégialité.

Renseignements: M. Jean-Marc Rapp, 021/692 20 11.

Adresse: réf. 3441G, Bureau de gestion du personnel de l'UNIL, M. Jean-Marc Rapp, BRA – 1015 Lausanne.

Maître-ssse d'enseignement professionnel A ou A en formation (allemand) pour l'Ecole technique de la Vallée de Joux, Le Sentier 20%

Mission: enseignement de la langue allemande à des élèves de maturité professionnelle et à des étudiants techniciens.

Profil: maître-ssse d'enseignement professionnel A: titre universitaire en rapport avec la branche enseignée ou titre jugé équivalent. Diplôme fédéral de maître professionnel ou brevet d'aptitude à l'enseignement secondaire ou autre formation pédagogique reconnue par le Département de la formation et de la jeunesse. Maître-ssse d'enseignement professionnel A en formation: titre universitaire en rapport avec la branche enseignée ou titre jugé équivalent. Personnalité ouverte appréciant le contact avec les jeunes adultes. Le poste pourrait être complété à l'avenir par l'enseignement d'autres branches générales.

Renseignements: M. Lucien Bachelard, 021/845 22 00.

Adresse: réf. 3418G, Ecole technique de la Vallée de Joux, M. Lucien Bachelard, Rue G.-H. Piguet 41 – 1347 Le Sentier.

Conseiller/ère en orientation A ou B pour l'Office régional d'orientation scolaire et professionnelle de Lausanne 100%

Mission: reçoit et conseille les jeunes et les adultes pour les aider à élaborer un projet scolaire ou professionnel.

Profil: conseiller/ère en orientation A: licence en psychologie, mention orientation scolaire et professionnelle, ou titre jugé équivalent avec pratique de 2 ans en règle générale en tant que conseiller/ère en orientation. Ou diplôme post-licence de conseiller en orientation ou titre jugé équivalent. Conseiller/ère en orientation B: licence en psychologie, mention

orientation scolaire et professionnelle, ou titre jugé équivalent.

Renseignements: Mme Claudine Meylan Pernet, 021/315 65 10.

Adresse: réf. 3430G, Secrétariat général du DFJ, M. Fabien Loi Zedda, Rue de la Barre 8 – 1014 Lausanne.

Juriste pour le Secrétariat général 50%

Mission: assister et conseiller le Directeur RH dans la gestion des dossiers de cas de harcèlement psychologique ou sexuel, l'adaptation de la loi sur le personnel, principalement au personnel enseignant, le traitement et le suivi des dossiers de droit du travail, des recours, des dossiers traités par la commission des équivalences aux titres permettant l'enseignement dans le canton de Vaud (CETE) et toutes les tâches spécifiques confiées par le DRH (cl. 24-28).

Profil: titre universitaire avec pratique de 3 ans en règle générale dès son obtention.

Renseignements: M. Benoît Rohrbasser, 021/316 30 53.

Adresse: réf. 3444G, Secrétariat général du DFJ, M. Fabien Loi Zedda, Rue de la Barre 8 – 1014 Lausanne.

Assistant-e social-e A ou B pour le Service de la protection de la jeunesse 50%

Mission: appui social aux familles et enfants en difficulté (mauvais traitements, négligences, difficultés éducatives, entretiens, visites, évaluation sociale) ou en situation de crise; exercice de mandats judiciaires dans la protection des mineurs à la demande des autorités judiciaires, civiles et pénales; mise en oeuvre de placements de mineurs, avec l'accord des parents ou le mandat des autorités judiciaires; exercice de la fonction au sein d'une équipe de protection de la jeunesse, en collaboration avec le réseau régional agissant dans le domaine de l'enfance.

Profil: assistant-e sociale A: diplôme d'assistant social ou titre jugé équivalent. Pratique de 6 ans en règle générale dès l'obtention du titre. Assistant-e sociale B: diplôme d'assistant social ou titre jugé équivalent. Intérêt pour le développement de l'action sociale dans le domaine de la protection de la jeunesse; collaboration active avec les autorités (police, justices de paix, tribunaux, les services médico-sociaux, les hôpitaux, les unités de prise en charge de petite enfance: crèches, garderies); interventions liées à la protection des mineurs; facilité de communication et aisance dans la rédaction de rapports sociaux; capacité à travailler en réseau; résistance au stress, aptitude à gérer les émotions en situation de crise.

Renseignements: M. Eric Paulus, 021/316.53.00.

Adresse: réf. 3395G, Service de la Protection de la jeunesse, M. Eric Paulus, Bâtiment administratif de la Pontaise, - 1014 Lausanne.

Assistant-e social-e A ou B pour le Service de la protection de la jeunesse 60%

Mission: appui social aux familles et enfants en difficulté (mauvais traitements, négligences, difficultés éducatives, entretiens, visites, évaluation sociale) ou en situation de crise. Exercice de mandats judiciaires dans la protection des mineurs à la demande des autorités judiciaires, civiles et pénales. Mise en oeuvre de placements de mineurs, avec l'accord des parents ou le mandat des autorités judiciaires. Exercice de la fonction au sein d'une équipe de protection de la jeunesse, en collaboration avec le réseau régional agissant dans le domaine de l'enfance.

Profil: assistant-e sociale A: diplôme d'assistant social ou titre jugé équivalent. Pratique de 6 ans environ dès l'obtention du titre. Assistant-e sociale B: diplôme d'assistant social ou titre jugé équivalent. Poste décentralisé dans une équipe SPJ du centre social régional de Payerne. Intérêt pour le développement de l'action sociale dans le domaine de la protection de la jeunesse. Aisance dans la communication et la rédaction de rapports sociaux aux autorités judiciaires. Capacité à utiliser les ressources du travail interdisciplinaire et de réseau. Collaboration active avec les autorités (police, justices de paix, tribunaux, les services médico-sociaux, les hôpitaux, les unités de prise en charge de petite enfance: crèches, garderies). Interventions relatives à la protection des mineurs; en particulier pour des situations de crise et pour des enquêtes sociales. Résistance au stress, capacité à gérer les émotions en situation de crise.

Renseignements: M. Eric Paulus, 021/316.53.00.

Adresse: réf. 3396G, Service de la Protection de la jeunesse, M. Eric Paulus, Bâtiment administratif de la Pontaise - 1014 Lausanne.

Documentaliste pour le Centre d'enseignement professionnel de Morges (CEPM) 50%

Mission: collaborer avec la direction, les enseignants et les élèves à la recherche d'informations. Créer et gérer un centre de documentation au sein d'une petite équipe (cl. 22-25).

Profil: titre universitaire jugé utile à la fonction. Maîtrise des outils informatiques et d'internet.

Renseignements: M. Claude Felberbaum, 021/803.36.00.

Adresse: réf. 3435G, CEPM, M. Claude Felberbaum, Gymnase de Morges – 1110 Morges.

Ingénieur-e C (Collaborateur/trice scientifique), pour l'Ecole d'ingénieurs du canton de Vaud à Yverdon-les-Bains 100%

Mission: responsable du support technique des laboratoires d'enseignement et de Ra&D (recherche appliquée et développement). Conduire la réalisation de bancs d'essai ou de prototypes en collaboration avec les professeurs et les étudiants ou avec les chefs de projets Ra&D. Conduite et suivi de projets divers. Administration de projets européens. Organisation d'événements tels que séminaires, symposiums et cours de post-formation. Assurer diverses tâches d'administration, de sécurité et de services annexes dans le cadre de l'enseignement et de la Ra&D (cl.22-25).

Profil: diplôme d'ingénieur EPF, inscription au REG A ou titre jugé équivalent. Ou diplôme d'ingénieur ETS, inscription au REG B ou titre jugé équivalent et pratique de 3 ans en règle générale. Ingénieur mécanicien HES ou titre équivalent. Expérience confirmée dans

le domaine de la thermique, goût pour la conduite d'une petite équipe. Capacité d'écoute, initiative, aisance dans le transfert technologique et expérience dans la gestion de projets. Allemand ou anglais indispensable.

Renseignements: M. Osmann Sari, 024/426.44.79 ou 079/647 21 30.

Adresse: réf. 3411G, Ecole d'ingénieurs du Canton de Vaud, M. Marc Pedrol, Rte de Cheseaux 1 – 1400 Yverdon-les-Bains

Maître-ssse d'enseignement professionnel A ou B d'anglais pour l'Ecole professionnelle commerciale de Lausanne 80%

Mission: enseignement de l'anglais aux élèves des classes d'apprentis CFC (commerce, librairie, assistant en information documentaire) et aux élèves des classes maturités professionnelles commerciales.

Profil: maître-ssse d'enseignement professionnel A: titre universitaire en rapport avec les branches enseignées, titre jugé équivalent ou inscription au REG A. Diplôme fédéral de maître professionnel, brevet d'aptitude à l'enseignement secondaire ou autre formation pédagogique reconnue par le Département de la formation et de la jeunesse. Maître-ssse d'enseignement professionnel B: diplôme d'une école technique supérieure, inscription au REG B, diplôme de l'ESCEA/HES, brevet pour l'enseignement dans les classes supérieures ou titre jugé équivalent avec pratique de 2 ans en règle générale. Ou diplôme d'une école supérieure d'arts appliqués ou titre jugé équivalent et pratique de 4 ans en règle générale. Diplôme fédéral de maître professionnel ou autre formation pédagogique reconnue par le Département de la formation et de la jeunesse. Plusieurs années d'expérience de l'enseignement souhaitées. En l'absence de formation pédagogique reconnue, possibilité d'être engagé-e avec obligation de suivre ultérieurement une formation en emploi. Personnalité ouverte, appréciant le contact avec les jeunes adultes. Sens critique et esprit de collaboration.

Renseignements: Mme Geneviève Nanchen, 021/316 95 18.

Adresse: réf. 3416G, Ecole professionnelle commerciale de Lausanne, M. Guy Curtet, Ch. de la Prairie 11 – 1007 Lausanne.

Opérateur/trice A pour le Centre d'enseignement professionnel de Morges (CEPM) 100%

Mission: maintenir et développer le parc informatique et multimédia du site de Marcellin. Participer à la conception des réseaux informatiques du site de Marcellin (cl. 12-15).

Profil: CFC jugé utile à la fonction ou titre jugé équivalent, ou pratique de 3 ans en règle générale comme opérateur/trice.

Renseignements: M. Jean-Luc Caillat, 021/622 02 23.

Adresse: réf. 3451G, CEPM, M. Jean-Luc Caillat, Rue du Grand-Pré 5 – 1007 Lausanne.

Ouvrier/ère spécialiste B (Responsable du parc audiovisuel) pour le Centre audiovisuel de l'Université de Lausanne 100%

Mission: assistance dans les domaines audiovisuels, mise à disposition de matériel audiovisuel pour les utilisateurs de l'UNIL, en priorité dans les auditorios des facultés des sciences et de médecine. Gestion, entretien et réparation du parc matériel audiovisuel et informatique dans les auditorios. Gestion de l'inventaire, du renouvellement et de l'acquisition de nouveau matériel. Création et mise à jour du Site Web relatif à l'utilisation des auditorios (cl. 16-18).

Profil: CFC requérant au moins 3 ans d'apprentissage ou titre jugé équivalent. Pratique de 8 ans en règle générale ou maîtrise fédérale. Effectue des travaux spécialisés exigeant de l'initiative, de l'indépendance et impliquant des responsabilités et des connaissances particulières. Très bonnes connaissances de l'audiovisuel (électronique, matériel de sonorisation, matériel de projection informatique et vidéo). Bonnes connaissances d'informatique (création de pages Web, mise à jour et utilisation de bases de données consultables sur le web, connaissance des systèmes d'exploitation OS Mac et Win pour la projection data, utilisation des outils de bureautique). Brevet de projectionniste cinéma.

Renseignements: M. Jérôme Grosse, 021/692.22.71.

Adresse: réf. 3431G, Université de Lausanne, M. Christian de Trey, BRA – 1015 Lausanne.

Secrétaire français-allemand-anglais à l'Institut de police scientifique et de criminologie de l'Université de Lausanne 100%

Mission: secrétariat, gestion comptable, planification des examens et des horaires et réception d'un important institut de l'Université de Lausanne ayant le rang d'Ecole. (cl.).

Profil: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale. Effectue tous travaux administratifs exigeant de l'initiative et de l'indépendance sur la base d'instructions générales. Excellentes connaissances écrites et parlées d'anglais, bonnes connaissances d'allemand, avantage si italien en plus. Bonnes connaissances de microinformatique (traitement de textes, gestion de fichiers, tableurs). Excellente organisation. Autonomie. Sens du travail en équipe. Résistance au stress. Discrétion. Casier judiciaire vierge (présenter un extrait).

Renseignements: M. Pierre Margot, 021/692 46 01.

Adresse: réf. 3458G, Bureau de gestion du personnel de l'UNIL, M. Christian de Trey, BRA – 1015 Lausanne.

Secrétaire pour l'Ecole romande d'arts et communication (Eracom) 100%

Mission: coordonner et assurer le secrétariat de la direction et de diverses commissions (PV). Gérer les dossiers, la correspondance, les documents de cours, les résultats et le programme de certaines filières de formation. Gérer les mandats de prestations. Seconder la direction et les responsables de formation dans la planification, l'organisation et le suivi des projets (cl. 15-18).

Profil: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale. Effectue tous travaux administratifs exigeant de l'initiative et de l'indépendance sur la base d'instructions générales. Exigé: langue maternelle française. Excellente orthographe.

Bonnes connaissances parlées et écrites d'allemand et d'anglais. Très bonnes connaissances de bureautique. Sens de l'organisation, autonomie, initiative, adaptabilité, rigueur et précision.

Renseignements: M. Michel Stauffer, 021/316 01 00.

Adresse: réf. 3429G, Eracom, M. Michel Stauffer, Rue de Genève 55 – 1004 Lausanne.

Bibliothécaire B pour le Centre d'enseignement professionnel et le Gymnase de Morges 100%

Mission: prendre toutes les initiatives nécessaires à la bonne marche de la bibliothèque: gérer et animer la bibliothèque des gymnasiens et des apprentis. Travailler au sein d'une petite équipe et collaborer avec plusieurs écoles. Prévoir l'intégration de fonds différents dans une seule bibliothèque (cl. 14-17).

Profil: diplôme d'une école de bibliothécaires ou titre jugé équivalent. Ou pratique de 3 ans en règle générale en qualité de premier/ère assistant-e de bibliothèque avec responsabilités de bibliothécaire diplômée-e. Connaissance des outils informatiques et Internet. La connaissance de Bibliomaker est un atout indispensable.

Renseignements: M. Claude Felberbaum, 021/803 36 00.

Adresse: réf. 3434G, Gymnase de Morges, M. Claude Felberbaum, Rue de Lausanne 29 – 1110 Morges.

Employé-e principal-e d'administration pour le Secrétariat général 100%

Mission: gérer la comptabilité de deux services du département sur une application spécifique (cl. 14-16).

Profil: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale. Effectue la majorité de ses travaux de manière indépendante. Expérience au sein d'une fiduciaire ou d'un service comptable souhaitée. Très bonnes connaissances comptables, bonne pratique d'outils informatiques, esprit de rigueur et capacité à s'intégrer et à travailler en équipe.

Renseignements: Mme Myriam Petitpierre, 021/316 30 14.

Adresse: réf. 3439G, Secrétariat général du DFJ, Mme Rosemary Raedler, Rue de la Barre 8 – 1014 Lausanne.

Employé-e principal-e d'administration (Secrétaire correspondancier/ère) pour le Service de la formation professionnelle 70%

Mission: assurer le secrétariat du secteur formation santé-social (formation HES non comprise); suivi des dossiers; organisation des séances et tenue des procès-verbaux. Elaboration de documents: rapports, notes, tableaux. Entretenir des relations avec les écoles professionnelles et autres partenaires (cl.14-16).

Profil: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale. Effectue la majorité de ses travaux de manière indépendante. Connaissances des professions de la santé et de la pédagogie souhaitées.

Renseignements: Mme Catherine Laurent, 021/316 66 30.

Adresse: réf. 3415G, Service de la formation professionnelle, Mme Catherine Laurent, St-Martin 24 – 1014 Lausanne.

Conciergerie B pour le Gymnase de la Cité 100%

Mission: responsabilité générale de la conciergerie de l'Ancienne Académie avec participation active aux travaux d'entretien courant (cl.12-14).

Profil: CFC et activité de 5 ans en règle générale, dont 2 comme conciergerie professionnelle; ou activité de 12 ans, dont 3 en règle générale comme conciergerie professionnelle. Responsable d'une conciergerie d'importance moyenne. Le Conciergerie de l'Ancienne Académie est responsable d'un employé d'exploitation et d'une équipe de nettoyeurs et nettoyeuses.

Renseignements: M. Jean-ronçois Durussel, 021/316 35 35.

Adresse: réf. 3427G, Gymnase de la Cité, M. Jean-ronçois Durussel, Place de la Cathédrale 1 – 1000 Lausanne.

Employé-e d'administration pour l'Ecole professionnelle commerciale de Lausanne 50%

Mission: travaux de secrétariat liés à la gestion d'une école professionnelle commerciale. Organisation des cours d'appui. Gestion des élèves répétants et art. 41. Collaboration à la préparation des dossiers d'exams annuels et finals. Collaboration aux inscriptions des nouveaux élèves. Mise à jour du Site internet de l'école. Gestion des dossiers d'élèves. Réception, téléphones. (cl.10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Maîtrise des outils bureautiques (Windows, Word, Excel, Access, Powerpoint). Autonomie et initiative, précision et sens de l'organisation, personnalité ouverte appréciant les contacts et le travail en équipe, dynamisme et résistance au stress.

Renseignements: M. Laurent Zavagno, 021/316 95 05.

Adresse: réf. 3412G, Ecole professionnelle commerciale de Lausanne, M. Laurent Zavagno, Ch. de la Prairie 11 – 1007 Lausanne.

Employé-e d'administration auprès de la Direction générale de l'enseignement obligatoire (anciennement SENEPS) 40%

Mission: appuie les collaborateurs et collaboratrices de la Direction Organisation et Planification (DOP) sur le plan administratif (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale.

Renseignements: M. Pierre Jaccard, 021/316 32 12.

Adresse: réf. 3410G, Direction générale de l'enseignement obligatoire, M. Christian Cornamusaz, Rue de la Barre 8 – 1014 Lausanne.

Employé-e d'administration (Réceptionniste-téléphoniste) pour l'Ecole d'ingénieurs du Canton de Vaud à Yverdon-les-Bains 50%

Mission: responsable du central téléphonique, de la réception, du fichier d'adresses Filemaker de l'Ecole ainsi que de la gestion interne du courrier et gestion des réservations des locaux (tableau Excel avec extraction multiple) (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Maîtrise de Word.

Renseignements: M. Didier Gern, 024/423.22.03.

Adresse: réf. 3413G, Ecole d'ingénieurs du Canton de Vaud, M. Marc Pedrol, Rte de Cheseaux 1 – 1400 Yverdon-les-Bains.

Employé-e d'administration à l'Institut de psychologie de l'Université de Lausanne pour une durée de 2 ans, éventuellement renouvelable 50%

Mission: accueil, renseignements et travaux à l'Institut de psychologie. Activités variées en relation avec les professeurs et les étudiants et en collaboration avec deux autres personnes et une apprentie (cl.10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Bonne culture générale. Orthographe sûre. Bonnes connaissances en bureautique (Word, Excel et si possible FileMaker). Connaissances d'allemand et d'anglais souhaitées. Aisance dans les contacts, discrétion et fiabilité.

Renseignements: Mme Blurette Progin, 021/692 32 60.

Adresse: réf. 3425G, M. Christian de Trey, Université de Lausanne, BGP-UNIL, BRA – 1015 Lausanne.

Employé-e d'exploitation pour le Centre d'enseignement professionnel de Morges (CEPM) 100%

Mission: entretenir les équipements des laboratoires. Elaborer et fabriquer du matériel didactique. Participer activement aux démonstrations dans le cadre des cours techniques. Collaborer avec les autres agents techniques de l'école. Assurer le bon fonctionnement du matériel audiovisuel (cl. 4-6).

Profil: âge minimal 20 ans. Maîtrise de l'informatique. L'allemand et l'anglais seraient un atout.

Renseignements: M. Jean-Luc Caillat, 021/622 02 23.

Adresse: réf. 3442G, CEP, M. Jean-Luc Caillat, Rue du Grand-Pré 5 – 1007 Lausanne.

DIRE Département des institutions et des relations extérieures

Chef-fe de projet informatique A (Développeur H/F) pour le Secrétariat général 100%

Mission: pour renforcer son unité informatique appelée à gérer les projets du département et assister les services dans l'expression, l'analyse et la concrétisation de leurs besoins en informatique, le Secrétariat général du Département des institutions et des relations extérieures (DIRE) met au concours un poste de chef-fe de projet informatique/développeur. Activités: gestion et maintenance des systèmes de gestion de données des métiers du département dont vous assurerez par ailleurs la cohérence, la qualité et la sécurité. Développement et administration de bases de données relationnelles d'envergure. Programmation orientée objets (Oracle, C++, Java). Support technique et assistance aux utilisateurs. Veille technologique, proposition d'améliorations et d'évolutions (cl.28-30).

Profil: titre universitaire, diplôme ETS, diplôme fédéral d'informaticien de gestion ou titre jugé équivalent. Pratique de 3 ans en règle générale comme chef-fe de projet. Dirige plusieurs projets complexes. Plusieurs années d'expérience dans le développement de bases de données relationnelles. Facilités de communication (écoute/dialogue) et d'intégration à des groupes de travail hétérogènes. Une expérience pratique en gestion de projet serait un atout.

Renseignements: Mme Elia Pochon, 021/16 02 19.

Adresse: réf. 3397G, Mme Elia Pochon, SG – DIRE, Rue St-Martin 26 – 1014 Lausanne.

Adjoint-e administratif/ive (Administrateur/trice) pour le Musée de l'Elysée 80%

Mission: membre de la direction du musée et impliqué-e dans l'ensemble de ses projets, vous êtes responsable des finances et de l'administration. La gestion du personnel fixe et temporaire relève de votre compétence. Vous dirigez l'accueil et les services administratifs du musée (8 postes) et êtes chargé-e de projets liés à la communication. Au bénéfice d'une formation de gestion (niveau HES), vous justifiez d'expérience dans le domaine culturel. Vous faites preuve d'aptitude d'analyse et de synthèse, ainsi que de compétences de planification, d'organisation et de contrôle. Vous aimez le travail d'équipe et savez diriger du personnel. Votre goût de la communication, du marketing, de la négociation sera apprécié. Enfin, vous possédez de bonnes connaissances d'anglais (allemand un plus) et pratiquez couramment les outils informatiques (cl.23-26).

Profil: diplôme de l'ESCEA/HES ou titre jugé équivalent avec pratique de 3 ans en règle générale dès l'obtention du titre, ou CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 15 ans en règle générale. Subordonné-e direct-e d'une chef-fe de service, d'établissement ou d'un office important.

Renseignements: M. William A. Ewing, 021/316 99 11.

Adresse: réf. 3405G, M. William A. Ewing, Musée de l'Elysée, Av. de l'Elysée – 1014 Lausanne (Offres à adresser avec la mention «Poste 120»).

Suppléant-e de l'officier de l'état civil de Morges 50%

Mission: tenir les registres spéciaux et les registres des familles. Etablir les communications, délivrer les extraits et célébrer les mariages (rémunération par indemnités).

Profil: CFC ou titre jugé équivalent. Connaissances pratiques dans le domaine de l'état civil et plus spécialement du système CIVIS Pro. Disponibilité et précision. Contacts avec le public. Dispositions pour célébrer les mariages.

Renseignements: Mme Corinne Pedersen, 021/803 02 50.

Adresse: réf. 3459G, Préfecture du district de Morges, BAC – 1110 Morges.

Bibliothécaire universitaire en formation ou Bibliothécaire universitaire pour la Bibliothèque cantonale et universitaire, Dorigny 50%

Mission: en collaboration avec une équipe de spécialistes dans différents domaines, assiste les usagers (étudiants, chercheurs) dans leurs recherches documentaires (bases de données en ligne, CD-Roms, Internet). Seconde la responsable du service dans diverses tâches.

Profil: bibliothécaire universitaire en formation: titre universitaire. Bibliothécaire universitaire: titre universitaire. Diplôme d'une école de bibliothécaires ou titre jugé équivalent, ou titre universitaire et pratique de 2 ans environ dans une bibliothèque. Licence universitaire en sciences humaines de préférence; maîtrise des recherches documentaires informatisées (Internet, CD-Roms bibliographiques). Goût prononcé pour les nouvelles technologies de l'information; personne dynamique aimant le travail en équipe.

Renseignements: Mme Françoise Khenoune, 021/692 48 06.

Adresse: réf. 3353G, Bibliothèque cantonale et universitaire, Mme Olga Farman – 1015 Lausanne.

Employé-e principal-e d'administration au Service de la population 100%

Mission: traiter les demandes de naturalisation en faisant application des législations fédérale et cantonale. Rédiger diverses correspondances. Répondre aux demandes téléphoniques, renseigner les usagers (guichets, prestations de serment) et les communes. Préparer les prestations de serment (cl. 14-16).

Profil: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale. Effectue la majorité de ses travaux de manière indépendante. De nationalité suisse ou titulaire d'un permis C. Particularité: dossier complet avec photographie à adresser jusqu'au 25 avril 2002.

Renseignements: M. Laurent Sutter, 021/316 45 91.

Adresse: réf. 3447G, Service de la population, Mme Marianne Grütter, Av. de Beaulieu 19 – 1014 Lausanne.

Surveillant A pour la Prison du Bois-Mermet 100%

Mission: la raison d'être du poste est de surveiller les détenus, de faire respecter le règlement, la discipline et l'hygiène. La fonction de surveillant s'étend à celles des lieux, des locaux, des personnes (visiteurs), des colis et des courriers ainsi que de la communication en général. Le poste vise à assurer aux détenus un séjour respectueux de leurs divers droits (droits de l'homme et droits du détenu). Le rôle du surveillant consiste à soutenir et à encadrer le détenu dans ses diverses activités, à l'encourager à tirer le meilleur parti de son séjour (respect de soi et de l'autre, hygiène et discipline personnelle, activités associatives, travail, sports, lecture, etc.). L'organisation du poste et l'exercice de ses tâches se fait dans l'esprit des articles concernés du CPT, du règlement de l'établissement, ainsi que des autres législations fédérales et internationales applicables (cl. 12-14).

Profil: CFC requérant au moins 3 ans d'apprentissage ou titre jugé équivalent. Pratique de 3 ans en règle générale. Casier judiciaire vierge, permis de conduire, profil psychologique propre à la fonction, une langue étrangère, informatique, nationalité suisse.

Renseignements: Mme Marie-Jeanne Jaton, 021/316 17 17.

Adresse: réf. 3450G, Prison du Bois-Mermet, Mme Catherine Martin, Bois-Gentil 2 – 1018 Lausanne.

DSE Département de la sécurité et de l'environnement

(2 postes) Instructeur/trice B ou A au Service de la sécurité civile et militaire à Gollion 100%

Mission: créer et animer des cours dispensés dans le cadre des futures écoles de formation de la protection civile, respectivement de la protection de la population.

Profil: instructeur/trice B de la protection civile: CFC dans une profession de la mécanique, de l'électricité, du bâtiment ou d'une branche apparentée à la chimie, ou titre jugé équivalent. Pratique de 3 ans en règle générale. Doit justifier de connaissances dans le domaine de la protection civile. Instructeur/trice A de la protection civile: CFC dans une profession de la mécanique, de l'électricité, du bâtiment ou d'une branche apparentée à la chimie, ou titre jugé équivalent. Pratique de 6 ans en règle générale, dont 3 dans l'instruction en protection civile. La personne retenue doit s'engager à suivre les séminaires de formation à l'Ecole fédérale d'instructeurs à Schwarzenburg et obtenir le brevet d'instructeur fédéral (formation en emploi de 10 mois).

Renseignements: M. Pierre Spahr, 021/316 54 51.

Adresse: réf. 3401G/3402G, M. Olivier Durnat, Service de la sécurité civile et militaire, en Crausaz – 1124 Gollion

(4 postes) Inspecteur/trice B (Mécanicien-ne automobiles) pour le Service des automobiles et de la navigation 100%

Mission: admission des véhicules à la circulation routière (cl. 15-18).

Profil: CFC de mécanicien ou d'électricien en automobiles, ou titre jugé équivalent, et

pratique de 6 ans en règle générale; ou Maîtrise fédérale de mécanicien ou d'électricien en automobiles, ou titre jugé équivalent. Age maximal 34 ans, connaissances en bureautique ou informatique de gestion diagnostic automobile souhaitées.

Renseignements: M. Georges Verdon, 021/316 88 83.

Adresse: réf. 3452G, 3453G, 3454G et 3455G, Service des automobiles et de la navigation, M. Alfred Forestier, Case postale – 1014 Lausanne.

Employé-e d'administration pour la Police cantonale 100%

Mission: travail en équipe, lié aux traitements des paiements divers, saisie et contrôle. Travaux en relation avec le domaine comptable, facturation, passage écritures CCP, encaissements divers, gestion des bons du restaurant, classement, etc. (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Connaissances en informatique souhaitées (Word - Excel). La majorité du travail s'effectue sur les logiciels Procofiev et Zadig. Sens de l'organisation. Pas d'inscription au casier judiciaire. Discretion. Bâtiment situé à l'extérieur de l'agglomération lausannoise avec restaurant d'entreprise et facilités de parking. Locaux récents et bien équipés. Véhicule recommandé (pas de transport public à proximité). Les candidat-e-s sont prié-e-s d'adresser leur dossier complet avec photo.

Renseignements: M. D. Chevalley, 021/644 80 30.

Adresse: réf. 3433G, Police cantonale, M. Frédéric Dupuis, Centre de la Blécherette – 1014 Lausanne.

Cantonnier/ère des lacs et cours d'eau pour le Service des eaux, sols et assainissement à Morges 100%

Mission: entretien des cours d'eau corrigés selon les instructions d'un chef cantonnier ou d'un premier cantonnier en conformité avec la loi sur la police des eaux du 3 décembre 1957 (cl. 8-10).

Profil: âge minimal 20 ans. Connaissances de soudure et serrurerie. Savoir faucher, connaître les machines de chantier. Etre au bénéfice d'un permis de conduire pour voitures légères.

Renseignements: M. Patrick Bujard, 021/802 22 49.

Adresse: réf. 3417G, Service des eaux, M. Patrick Bujard, Riond-Bosson 1 – 1110 Morges.

DINF Département des infrastructures

Adjoint-e B (Responsable planification et technique de transports) pour le Service des transports 100%

Mission: le/la titulaire est responsable de la planification, du développement et de la stratégie des réseaux de transports publics et privés vaudois. Il/elle conduit des projets d'infrastructures et d'aménagements régionaux avec l'appui d'une équipe interdisciplinaire. En lien direct avec les services fédéraux et cantonaux, il/elle représente le service au sein de groupes de travail de l'administration, de commissions diverses, de la confédération et des autres cantons, de communes et d'entreprises privées. Il/elle est amené-e à créer un observatoire du déplacement et à mettre en place une cellule stratégique de planification intermodale des transports (cl. 27-30).

Profil: titre universitaire, avec pratique de 8 ans environ dès son obtention. Assume des responsabilités importantes. Formation complémentaire en urbanisme, axée principalement sur la planification des réseaux de transports et assortie d'une expérience en gestion d'entreprise et en aménagement du territoire. Bonnes connaissances d'allemand (parlé et écrit). Maîtrise des outils informatiques courants. Bonne capacité de rédaction, contact aisé. Connaissance de l'Administration cantonale vaudoise : atout.

Renseignements: MM. Vincent Krayenbühl, 021/316 73 70, ou M. Dominique Hayoz, 021/316 19 31.

Adresse: réf. 3354G, Service du personnel de l'Etat de Vaud, M. Didier Gasser, Rue Caroline 4 - 1014 Lausanne.

Adjoint administratif (H/F) pour le Service des routes, division administrative 100%

Mission: assurer et coordonner la comptabilité, les boucllements périodiques et le suivi des investissements de la division des routes nationales; être la personne de référence en matière comptable pour l'Office fédéral des routes; collaborer au fonctionnement de la comptabilité générale du service (cl. 23-26).

Profil: diplôme de l'ESCEA/HES ou titre jugé équivalent avec pratique de 3 ans en règle générale dès l'obtention du titre, ou CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 15 ans en règle générale. Subordonné-e direct-e d'un-e chef/fe de service, d'établissement ou d'un office important. Le brevet fédéral de comptable est un avantage. Capacité de gestion d'une équipe, très bonne connaissance de l'informatique et des logiciels comptables.

Renseignements: M. Etienne Poschung, 021/316 72 24.

Adresse: réf. 3419G, Service des routes, M. Etienne Poschung, Av. de l'Université 3 – 1014 Lausanne.

Collaborateur/trice technique A pour le voyer du 7^e arrondissement à Payerne 100%

Mission: seconder le Voyer dans la direction de l'arrondissement de Payerne, diriger les équipes de cantonniers (30 personnes) engagées dans le cadre de la maintenance et de l'entretien du réseau des routes de l'arrondissement. S'assurer que tous les travaux sont effectués dans le cadre du respect de la sécurité des usagers, du personnel et de l'environnement (cl.20-22).

Profil: diplôme de technicien ET, inscription au REG C, brevet fédéral de technicien géomètre

ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Ou CFC jugé utile à l'exercice de la fonction ou titre jugé équivalent. Pratique de 12 ans en règle générale ou de 3 ans dès la maîtrise fédérale. Expérience dans la conduite d'une équipe. Connaissance de l'informatique PC et aptitudes dans ce domaine.

Renseignements: M. Pierre Gavillet, 026/662.37.25.

Adresse: réf. 3422G, M. Pierre Gavillet, Voyer du 7^e arrondissement, Rue du Temple 6 – 1530 Payerne.

Chauffeur/euse des routes nationales pour le Centre d'entretien des routes nationales de Bursins 100%

Mission: conduite de poids lourds et engins spéciaux dans le cadre de l'entretien des routes et de l'autoroute. Travaux d'entretien (zones vertes, balayage et nettoyage d'ouvrages, curage des canalisations, pose de la signalisation, déneigement, etc). Service hivernal et système de piquet avec horaires irréguliers (cl. 9-11).

Profil: âge minimal 20 ans. Permis de conduire pour poids lourds. Domicile imposé dans un rayon de 12 km au maximum, à une altitude maximale de 600 m et d'une durée de déplacement maximale de 15 minutes.

Renseignements: M. Jean-Pierre Boutellier, 021/824 14.71.

Adresse: réf. 3421G, Centre d'entretien des routes nationales, M. Jean-Pierre Boutellier – 1183 Bursins.

Chauffeur/euse des routes nationales pour le Centre d'entretien des routes nationales de Bursins 100%

Mission: conduite de poids lourds et engins spéciaux dans le cadre de l'entretien des routes et de l'autoroute. Effectue des travaux d'entretien (zones vertes, balayage et nettoyage d'ouvrages, curage des canalisations, pose de la signalisation, déneigement, etc). Service hivernal et système de piquet avec horaires irréguliers (cl. 9-11).

Profil: âge minimal 20 ans. Permis de conduire pour poids lourds.

Renseignements: M. Jean-Pierre Boutellier, 021/824 14 71.

Adresse: réf. 3420G, Centre d'entretien des routes nationales, M. Jean-Pierre Boutellier – 1183 Bursins.

Cantonnier/ère des routes cantonales pour le Voyer du 1^{er} arrondissement, Nyon 100%

Mission: entretenir et assurer la viabilité des routes cantonales en fonction des saisons. Assurer le service hivernal (horaires irréguliers). Entretenir les chaussées et leurs annexes. Surveiller le domaine public (cl. 8-10).

Profil: âge minimal 20 ans. Apte à travailler à l'extérieur (seul-e ou en équipe). Excellente santé, sens des responsabilités et esprit d'initiative. Pratique préalable d'une activité de plein air (bâtiment, génie civil, agriculture ou foresterie). Domicile imposé: Allaman, Aubonne.

Renseignements: M. René Isoz, 022/361 38 32.

Adresse: réf. 3445G, Voyer du 1^{er} arrondissement, M. René Isoz, Tattes-d'Oie 93, CP 2658 – 1260 Nyon 2.

Cantonnier/ère des routes cantonales pour le Voyer du 6^{ème} arrondissement (Yverdon-les-Bains) 100%

Mission: entretenir et assurer la viabilité des routes cantonales en fonction des saisons. Assurer le service hivernal (horaires irréguliers). Entretenir les chaussées et leurs annexes. Surveillance du domaine public (cl.8-10).

Profil: âge minimal 20 ans.

Renseignements: M. Jacques Thoeni, 024/425 43 22.

Adresse: réf. 3394G, Service des routes, M. Jacques Thoeni, Voyer du 6^e arrondissement, R. des Champs-Lovats 27 – CP 1389 – 1400 Yverdon.

DSAS Département de la santé et de l'action sociale

Economiste (Contrôleur/euse de gestion pour le Service des assurances sociales et de l'hébergement) 100%

Mission: nous sommes un petit service dynamique composé de 25 personnes, actif dans les domaines social et sanitaire. Nous offrons un environnement de travail agréable dans nos bureaux du Bâtiment administratif de la Pontaise. Le secteur des établissements médico-sociaux fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités vaudoises. L'Etat de Vaud y engage beaucoup de moyens et d'énergie. Aussi, ces mêmes autorités nous ont chargé d'élaborer et de mettre en oeuvre un contrôle de gestion adapté aux établissements médico-sociaux. Pour relever ce challenge et compléter la petite équipe de 2 personnes actuellement en activité, nous cherchons une ou un contrôleur de gestion, 100%. Dans cette équipe, vous aurez la responsabilité, dans une première phase, de construire le contrôle de gestion des établissements médico-sociaux du canton de Vaud. Par la suite, vous serez active/actif dans la mise en place de ce contrôle tout en mettant à jour en permanence ses outils en tenant compte des évolutions du réseau et du cadre législatif. Cette activité peut conduire à de fréquents déplacements dans le canton. Vos compétences reposent sur: votre formation supérieure (maîtrise de contrôle de gestion ou titre universitaire en sciences économiques ou formation complète d'économiste d'entreprise). Votre pratique de quelques années dans le contrôle de gestion. Vos connaissances et de l'expérience pratique dans le domaine de la mise en place et du suivi du système d'information de gestion, incluant les procédures de reporting, de controlling, les analyses et les synthèses. Vos connaissances du domaine médico-social ou sanitaire vaudois. Votre sens de la négociation affûté. Votre rigueur et votre sens de l'organisation. La maîtrise des outils informatiques liés à cette fonction. Votre dossier de candidature complet sera analysé avec toute la discrétion de rigueur. Le cahier des charges peut être demandé par e-mail à l'adresse «fabrice.ghelfi@sash.vd.ch». (cl.24-28).

Profil: licence en sciences économiques avec pratique de 3 ans en règle générale. Ou diplôme de l'ESCEA/HES ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale dès l'obtention du titre.

Renseignements: M. Fabrice Ghelfi, 021/316.51.69.

Adresse: réf. 3408G, Service des assurances sociales et de l'hébergement, M. Fabrice Ghelfi, BAP – 1014 Lausanne.

Economiste-contrôleur/se de gestion pour le Service de prévoyance et d'aide sociales **50%**

Mission: en collaboration avec l'économiste responsable du secteur, assurer le financement des Institutions pour handicapés adultes subventionnées par le service (foyers, appartements, ateliers, organismes divers, soit au total 70 structures environ (cl. 24-28).

Profil: licence en sciences économiques avec pratique de 3 ans en règle générale. Ou diplôme de l'ESCEA/HES ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale dès l'obtention du titre.

Renseignements: M. Christian Rinderknecht, 021/316 52 40.

Adresse: réf. 3393G, Service de prévoyance et d'aide sociales, M. Christian Rinderknecht, Av. des Casernes 2 – 1014 Lausanne.

OJV Ordre judiciaire vaudois

Assistant-e social-e A ou B à l'Office du tuteur général **80%**

Mission: prise en charge individuelle de mandats tutélaires d'adultes. Evaluation de situations sociales, familiales, socio-professionnelles et sanitaires complexes; mise en place de dispositifs d'aide adaptés.

Profil: assistant-e sociale A: diplôme d'assistant social ou titre jugé équivalent. Pratique de 6 ans en règle générale dès l'obtention du titre. Assistant-e sociale B: diplôme d'assistant social ou titre jugé équivalent. Aptitude à travailler de manière autonome dans un service à mandat. Connaissances approfondies de l'organisation cantonale d'action sociale et des dispositions en matière d'aide sociale. Permis de conduire et véhicule indispensables. Intérêt et rigueur pour la gestion administrative des dossiers tutélaires. Connaissance des logiciels Word et Excel.

Renseignements: MM. Christian Becco, 021/316 66 92, ou Frédéric Schmutz, 021/316.66.90.

Adresse: réf. 3437G, Office du tuteur général, Mme Marianne Bornicchia, Tutrice générale, Ch. de Mornex 32 – 1014 Lausanne.

Secrétaire pour le Secrétariat général **100%**

Mission: assister le chef de section, assurer le secrétariat, le soutien logistique et administratif. Correspondance, prise de procès-verbaux, commandes diverses et suivi du budget, établissement de statistiques, élaboration de graphiques/tableaux. Contacts réguliers avec les offices judiciaires. Activité variée avec une grande autonomie dans la gestion du travail (cl. 15-18).

Profil: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale. Effectue tous travaux administratifs exigeant de l'initiative et de l'indépendance sur la base d'instructions générales. Rigueur et précision. Dynamisme et très bonne organisation. Faculté d'adaptation, autonomie. Goût pour les chiffres. Bonne orthographe. Aisance dans les contacts humains. Maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, Lotus notes, Power Point).

Renseignements: M. Bernard Dumas, 021/316 15 15.

Adresse: réf. 3423G, Secrétariat général de l'Ordre judiciaire, M. François Kern, Palais de justice de l'Hermitage, Rte du Signal 8 – 1014 Lausanne.

Employé-e d'administration au Secrétariat général, pour une durée déterminée du 1^{er} juin 2002 au 30 juin 2004 **50%**

Mission: collaborer aux travaux d'un groupe de travail dans le cadre de la réforme des justices de paix (cl. 10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Bonne technique de prise de notes. Excellente rédaction. Maîtrise des outils bureautiques.

Renseignements: Mme Isabelle Jimenez, 021/316 15 98.

Adresse: réf. 3424G, Secrétariat général de l'Ordre judiciaire, Mme Nicole Bauduin, Palais de justice de l'Hermitage, Rte du Signal 8 – 1014 Lausanne.

Employé-e d'administration au Tribunal d'arrondissement de Lausanne **80%**

Mission: activité exercée au sein du greffe des affaires pécuniaires. (cl.10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle

générale. Bonne orthographe, rigueur, sens de la précision, capacité d'adaptation et faculté de travailler en équipe. Sens de l'organisation.

Renseignements: M. Philippe Dousse, 021/316 68 68.

Adresse: réf. 3428G, M. le Premier président du Tribunal d'arrondissement de Lausanne, Palais de justice de Montbenon, Allée E. Ansermet 2 – 1014 Lausanne.

Employé-e d'administration à l'Office d'instruction pénale de l'arrondissement de Lausanne **100%**

Mission: travail au sein d'un greffe d'un Juge d'instruction: tenue des dossiers, dactylographie de la correspondance et des décisions judiciaires, relations téléphoniques avec différents intervenants. Le/la titulaire sera également appelé-e à travailler à la réception de l'office: centrale téléphonique, accueil des justiciables cités à comparaître, remise des dossiers en consultation, suivi administratif des enquêtes contre inconnus (cl.10-12).

Profil: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Excellente connaissance du français, habile dactylographe et maîtrise des outils informatiques classiques. Esprit d'équipe, sens de l'organisation, initiative, sens de l'accueil, entretient, patience, discrétion. Rigueur et précision.

Renseignements: M. Jean-Luc Morel, 021/315 19 11.

Adresse: réf. 3426G, M. le Premier juge d'instruction de l'arrondissement de Lausanne, Rue Couvaloup 6 – 1014 Lausanne.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Employé-e d'administration ou secrétaire pour le Tribunal administratif **90%**

Mission: travail administratif varié comportant notamment la gestion des dossiers, l'enregistrement des nouveaux recours, la fixation d'audiences, la correspondance ainsi que la frappe d'arrêts et de décisions.

Profil: employé-e d'administration: CFC de commerce, de bureau ou titre jugé équivalent. Pratique de 5 ans en règle générale. Secrétaire: CFC de commerce ou titre jugé équivalent avec pratique de 6 ans en règle générale. Effectue tous travaux administratifs exigeant de l'initiative et de l'indépendance sur la base d'instructions générales. Précise et consciencieuse, cette personne possèdera: orthographe sûre, capacité d'adaptation, faculté de travailler en équipe, frappe rapide, utilisation aisée du dictaphone et connaissance de Word pour Windows. Elle sera principalement amenée à remplacer ses collègues (vacances, maladies, etc.) et à les seconder pendant les périodes chargées.

Renseignements: M. Gabriele Pratali, 021/316 12 50.

Adresse: réf. 3456G, Tribunal administratif, M. Gabriele Pratali, Av. Eugène-Rambert 15 – 1014 Lausanne.

Atelier «Espace emploi»

Les conseillers/ères RH des secteurs Bilan, Recrutement, Mobilité (BRM) ainsi que les documentalistes du Centre d'Information Professionnelle (CIP), Office cantonal d'orientation scolaire et professionnelle, unissent leurs compétences au service des vôtres. Une plate-forme est proposée le

lundi 6 mai 2002

de 12h00 à 14h00 (12h15 début atelier),
au CIP, rue de la Borde 3d, à Lausanne.

Thème: Mobilité dans l'Administration cantonale vaudoise

La plate-forme est ouverte exclusivement aux collaborateurs/trices de l'Administration cantonale vaudoise. Une totale confidentialité est assurée. Pour tout renseignement: CIP, tél. 021/ 315 65 12. D'autres Ateliers Espace emploi se dérouleront les lundis 3 juin et 1er juillet; les thèmes seront annoncés dans le numéro de *La Gazette* qui précède l'atelier.

Pour plus de précisions sur les conditions d'accès à la fonction indiquée, se référer au catalogue «Fonctions publiques cantonales, classification et définitions». Sauf indication contraire, le lieu de travail est situé à Lausanne.

BRM Bilan, recrutement, réinsertion, mobilité

Rue Caroline 4 – 1014 Lausanne – Tél. 021/316 29 20 – Fax 021/316 29 23

Heures d'ouverture:

8h - 12h et 13h30 - 17h

(vendredi jusqu'à 16h30)



Les décisions de la quinzaine

DSAS

Département de la santé et de l'action sociale

Modernisation des urgences du CHUV

Le Conseil d'Etat a adopté l'exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit d'ouvrage de 19'794'500 francs destiné à la restructuration et à la modernisation des urgences du bâtiment hospitalier du CHUV. Le projet prévoit des travaux s'étalant sur près de cinq ans, afin de pouvoir maintenir les urgences en fonction pendant toute la durée des transformations.

Pierre-André Grandchamp, directeur général des Hospices cantonaux, 021 314 70 01

Nouvel afflux de requérants d'asile: mesures pour l'accueil provisoire

Le canton vit actuellement une pénurie de places d'hébergement pour les requérants d'asile que lui attribue la Confédération. En effet, après avoir enregistré un nombre de demandes bas en 2000, notre pays a vu le flux migratoire réaugmenter en 2001, plaçant la FAREAS (Fondation vaudoise pour l'accueil des requérants d'asile) devant des difficultés de logement. Face à cette situation, le Conseil d'Etat requiert des communes, par voie d'arrêté, la mise à disposition des centres de protection civile nécessaires au logement provisoire des requérants d'asile.

Eric Toriel, responsable coordination asile, 021/316 50 51

DIRE

Département des institutions et des relations extérieures

Introduction du vote par correspondance généralisé le 2 juin 2002

Pour que les électeurs puissent en bénéficier dès le 2 juin prochain, le Conseil d'Etat a décidé de mettre immédiatement en vigueur l'ensemble des textes qui instituent et règlent le nouveau système de vote par correspondance dit «généralisé». Le nouveau dispositif permettra aux électeurs soit de voter par correspondance, soit de se rendre au bureau de vote; il entraîne la disparition du vote anticipé aux conditions actuelles. Une nouvelle carte d'électeur sera émise, à usage unique, sur laquelle chaque votant devra inscrire à la main sa date de naissance et sa signature.

Bernard Muhl, SJIC, 021 316 40 80

Soutien au «Chantier Ramuz»

Le Conseil d'Etat a décidé de répondre favorablement à l'appel de la Fondation C.F. Ramuz

qui sollicitait son appui financier pour un ambitieux projet consacré à l'écrivain vaudois. «Chantier littéraire» du siècle, l'entreprise ainsi dénommée consiste en l'élaboration d'un appareil critique (commentaires et analyses inédits de l'écrivain) des Œuvres complètes de C.F. Ramuz, en vue de la publication des romans à la Pléiade et des Œuvres Complètes chez Slatkine. Le montant de l'aide s'élève à 1'179'000 francs, correspondant au salaire d'un chercheur et d'une subvention pour le paiement du loyer des locaux. Ce montant sera présenté au Grand Conseil prochainement.

Brigitte Waridel, chef du service des affaires culturelles, 021 316 33 00

Une fondation pour la gestion du château de Chillon

En 1987, l'Etat de Vaud délèguait la conservation et l'exploitation du site de Chillon à l'Association du Château de Chillon, tout en maintenant un contrôle étatique direct sur cette association privée, ce qui rendait l'organisation peu claire. Afin de clarifier les responsabilités et de redynamiser la gestion, une fondation de droit privé vient d'être créée par le Conseil d'Etat.

Brigitte Waridel, chef du Service des affaires culturelles, 021 316 33 00

Vaste consultation cantonale sur l'enseignement de la musique

Un débat sur l'aide à l'enseignement musical a suscité plusieurs interventions parlementaires au cours de ces deux dernières années: postulats, interpellations et pétition ont soulevé notamment la question de la prise en charge du financement de l'enseignement non professionnel de la musique, de la disparité des salaires des enseignants de musique dans le canton, et de la répartition des charges entre Etat et communes. Un rapport a été élaboré par le Département des institutions et des relations extérieures (DIRE), qui présente la situation actuelle de l'enseignement musical et propose différentes variantes possibles de soutien pour l'avenir. Ce rapport, accompagné d'un questionnaire en huit points avec délai de renvoi fixé au 15 mai 2002, sera soumis à une consultation élargie.

Henry Rosset, adjoint, Service des affaires culturelles, 021/316 33 00

Huit ressorts pour la Justice de Paix

Le Conseil d'Etat a approuvé les ressorts de la nouvelle justice de paix tels que définis par le Tribunal cantonal. Le découpage adopté, en huit ressorts, s'inscrit dans la répartition géographique des tribunaux d'arrondissement. Le regroupement par districts proposé tient compte de l'importance des populations concernées et de la composante socio-économique des régions prises en compte. Aucun ressort n'englobe plus de trois districts. Chaque district conserve cependant ses salles d'audience et un bureau est prévu dans chaque chef-lieu de district autre que celui où sera situé le greffe du ressort.

Tribunal cantonal, François Jomini, juge cantonal, 021/316 15 11

Adhésion à la «Conférence TransJurassienne»

Le Conseil d'Etat présentera un exposé des motifs et projet de décret au Grand Conseil en vue de ratifier l'Accord franco-suisse relatif à la création de la «Conférence TransJurassienne». Cette dernière devrait succéder à l'actuelle Communauté de travail du Jura d'ici la fin de l'année. Le nouvel organisme, aussi abrégé CTJ, réunira les cantons de Berne, Vaud, Neuchâtel et Jura avec l'Etat français par le biais des préfectures de région et de département, les collectivités territoriales et les associations des maires. La nouvelle CTJ bénéficiera d'un éventail de compétences beaucoup plus large grâce à l'intégration des nouvelles structures institutionnelles françaises, offrant d'intéressantes potentialités en matière de coopération transfrontalière pour le futur de l'Arc jurassien franco-suisse.

SAE, Pascal Nicollier, Coopération transfrontalière, tél. (021) 316 44 11

Révision de la loi cantonale sur la profession d'avocat

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi vaudoise sur la profession d'avocat qui révisé la loi actuelle de 1944 sur le Barreau, afin de l'adapter à la législation fédérale. Les principales modifications proposées dans ce projet ont trait à l'autorité de surveillance, qui est scindée en deux instances: la Chambre des avocats comme première instance, compétente pour toutes les tâches concernant la surveillance des avocats, et le Tribunal cantonal comme autorité de recours.

Me Imogen Billotte, conseillère juridique, SJIC, tél. 021 316 45 45

Futur musée des beaux-arts: demande de crédit d'étude

Le Conseil d'Etat a approuvé une demande de crédit d'étude de Fr. 500'000 pour le projet de futur musée des beaux-arts. Ce montant est inférieur de moitié à la demande originelle, qui était de 1 million 50'000 francs, grâce à 500'000 francs assurés par des fonds privés et 50'000 francs représentant la contribution de la Ville de Lausanne.

Brigitte Waridel, cheffe du Service des affaires culturelles, 021/316 33 00

EtaCom, 3^e train de mesures

Le Conseil d'Etat a adopté le 3^e train de mesures de la démarche EtaCom. Il touche à l'aménagement du territoire, au social mais aussi à quelques autres secteurs, économiques notamment, comme la protection des travailleurs. Certaines tâches prévues n'ont pas été traitées dans ce cadre mais le seront par la révision de lois spécifiques à leur domaine. Il s'agit de la police du commerce, de la politique du logement et des routes. Le 3^e train annonce également les principes généraux qui permettront la «basculer» du point d'impôt le 1^{er} janvier 2004.

Denis Decosterd, chef de projet, 021 316 40 80



Modernisation: Introduction du plan pluriannuel de développement stratégique

Plusieurs unités administratives conduisent l'expérience du contrat de prestations avec le Conseil d'Etat. Cette démarche expérimentale sera désormais complétée par le plan pluriannuel de développement stratégique (PPDS), qui liera le Grand Conseil et le Conseil d'Etat. Le PPDS est un instrument politique clarifiant et renforçant le rôle d'orientation et de contrôle démocratique des politiques publiques du Parlement. Dix-sept unités conduisent actuellement cette expérience pilote. Le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil un PPDS pour le Service de la formation professionnelle et 13 écoles qui lui sont subordonnées.

Jean-Marc Schwab, Démarche de modernisation de l'Etat, 021 316 25 46

DSE

Département de la sécurité et de l'environnement

«Sauver le Pied du Jura»: le Conseil d'Etat propose le rejet de l'initiative Weber

Le Conseil d'Etat recommande le rejet de l'initiative Weber «Sauver le Pied du Jura» qui sera soumise au vote du peuple en 2003. Le gouvernement a choisi d'inscrire la notion de parc naturel dans une nouvelle loi cantonale. Cette prochaine loi ainsi que le futur plan directeur des carrières suffisent, estime-t-il, à assurer une gestion des carrières et gravières rigoureuse et respectueuse de l'environnement.

Jean-Claude Mermoud, conseiller d'Etat, 021 316 45 00

Boues d'épuration: pas de mesures réglementaires supplémentaires

Répondant à un postulat du député Parmelin relatif aux composts et boues d'épuration, le Conseil d'Etat estime qu'il n'est pas opportun de prendre des mesures législatives ou réglementaires particulières. L'interdiction fédérale d'utiliser les boues d'épuration comme engrais dès 2003 / 2005 n'implique pas que le canton prenne d'autres mesures.

Etienne Ruegg, service des eaux, sols et assainissement, 021/ 316 75 47

DEC

Département de l'économie

La Loterie Romande soutiendra le sport

La Loterie Romande financera désormais en grande partie le sport, alors que ce soutien était jusqu'ici dispensé par la Société du Sport-Toto. Le Conseil d'Etat a en effet approuvé le nouveau contrat de la Loterie suisse à numéros, qui remplace celui de 1969 et qui déploiera ses effets à partir du 1er janvier 2003.

Me Alain Jeanmonod, chef de la Police cantonale du commerce, 021 316 46 01

Pôles de développement économique : une nouvelle classification des sites

Le Conseil d'Etat a adopté une nouvelle classification des 38 sites compris dans les 19 pôles de développement économique du canton. Ils sont répartis en trois catégories. Cette nouvelle classification, basée sur l'année 2001, détermine les taux maximaux de soutien financier cantonal. La classification est revue chaque année.

Christian Exquis, SAT, 021 316 73 94 et Roland Hayez, SET, 021 316 60 18

Oui à l'encouragement du tourisme par la Confédération

En réponse à une consultation fédérale visant à encourager le tourisme, le Conseil d'Etat approuve la nouvelle ligne de cette politique, visant à mieux engager les ressources humaines, à lancer de nouveaux produits, à améliorer les structures actuelles du marché et à mieux exploiter les infrastructures touristiques. Il soutient notamment la prorogation de l'arrêté fédéral encourageant l'innovation et la coopération dans le domaine du tourisme (InnoTour).

Muriel Thalmann, 021 316 60 27

DFJ

Département de la formation et de la jeunesse

Subventions versées aux communes pendant la phase transitoire d'EtaCom

Le Conseil d'Etat, par voie d'arrêté, a décidé de limiter les subventions aux communes en matière de constructions scolaires aux travaux réalisés et payés avant la fin de la période transitoire d'EtaCom. Dès la fin de la période transitoire, les communes disposeront d'un délai de trois mois pour présenter au DFJ un décompte détaillé des travaux réalisés et payés.

Fabien Loi Zedda, secrétaire général, 021 316 30 04

EtaCom: trois accords avec la Municipalité de Lausanne dans le domaine scolaire

Le Conseil d'Etat a signé trois accords avec la Municipalité de Lausanne dans le cadre de la démarche EtaCom. Par ces accords, l'Etat délègue à la Commune des compétences dans les domaines de la scolarité obligatoire, de la gestion des prestations psychologiques scolaires et de la gestion des prestations des infirmières scolaires. Ces accords traduisent un souci partagé de maintenir les prestations de qualité fournies actuellement par les services lausannois au travers de 12 établissements scolaires.

Fabien Loi Zedda, secrétaire général, 021 316 30 04

Entretien lourd des bâtiments de l'UNIL

Le Conseil d'Etat a adopté un projet d'EMPD sollicitant un crédit de Fr. 14,65 millions afin d'assurer l'entretien lourd des bâtiments de l'Université de Lausanne à Dorigny, pour la période 2002-2005. Le crédit sera essentiellement consacré à des réfections de toitures

et de façades ainsi qu'à la remise en état d'installations techniques.

Christian Pilloud, chef du Service des affaires universitaires, 021 316 35 00

Installations sportives du Gymnase de Beaulieu

Le Conseil d'Etat demande un crédit d'ouvrage destiné à la rénovation durable de la salle de sport existante (est) du gymnase de Beaulieu et un crédit destiné à financer les études en vue de la construction d'une nouvelle salle de sport (ouest). Ce projet sera soumis au Grand Conseil en juin 2002 afin de pouvoir commencer les travaux de réfection de la salle est en octobre 2002.

Philippe Lavanchy, chef du Service de l'enseignement secondaire supérieur et de la formation, 021 316 34 01

Etablissements d'enseignement et de perfectionnement professionnels

Le Conseil d'Etat a pris acte du rapport du Groupe de planification des établissements d'enseignement et de perfectionnement professionnels (GPEEP) chargé de définir les besoins en locaux des écoles professionnelles. Il a nommé 3 comités de programmation pour l'agrandissement de l'EPCL et de l'ETML à Lausanne, du CPNV à Yverdon-les-Bains et pour le relogement de l'Ecole professionnelle commerciale de Vevey dans une nouvelle construction à réaliser en coordination avec l'agrandissement du gymnase à Burier. Deux crédits d'études ont été octroyés.

Jean-Pierre Rochat, chef du Service de la formation professionnelle, 021 316 63 07

DFIN

Département des finances

Procofiev: un logiciel qui a atteint ses objectifs

Le Conseil d'Etat a répondu à l'interpellation Jean-Paul Dudt au sujet du logiciel comptable Procofiev, dont le développement semblait «allègrement continuer en dehors de tout contrôle parlementaire», selon le député. Le Gouvernement a rappelé que cette interpellation a été déposée avant que les résultats des différents audits et rapports sur le développement de Procofiev ne soient connus. Aujourd'hui, ce logiciel est utilisé par tous les départements, à des degrés d'intégration divers, et nombre de services travaillent en relation d'interface avec lui. Il n'est pas question d'imposer Procofiev aux utilisateurs, mais plutôt d'étudier leurs demandes et de prendre en compte les possibilités de complémentarité avec d'autres logiciels. Tous les développements sont entrepris avec l'accord du Service des finances, et la Commission parlementaire du système d'information est informée régulièrement des montants qui leur sont consacrés.

Jean-Paul Jaunin, chef de la DPSI, 021 316 25 51